

Politique centralisée de soutien à la R&D dans un modèle de croissance spatialisée : une analyse de bien-être

Benjamin Montmartin

Depuis l'agenda de Lisbonne (2000), les politiques européennes sont de plus en plus orientées vers le soutien à la R&D et à l'innovation. Dans ce contexte, cet article propose une analyse approfondie d'une politique centralisée de soutien à la R&D mise en place dans une zone économique composée de deux pays hétérogènes. Pour ce faire, nous développons un modèle de croissance spatialisée et explorons l'impact de la politique sur l'état d'équilibre et le bien-être. Si nos résultats montrent que cette politique permet d'augmenter le taux de croissance de la zone et d'y réduire les inégalités, l'analyse de bien-être apporte une vision plus contrastée des effets de la politique. En effet, même si cette dernière est en mesure d'éliminer certaines distorsions et d'améliorer le bien-être de la zone, elle conduit à un jeu à somme nulle au niveau national (la politique augmente le bien-être dans le petit pays mais réduit celui du grand pays) lorsque la diffusion des externalités de connaissances entre pays n'est pas très élevée. En conséquence, la mise en place d'une politique centralisée de soutien à la R&D dans une zone économique composée de deux pays hétérogènes ne sera bénéfique à l'ensemble de ses membres qu'à la faveur d'une diffusion spatiale très large des connaissances entre pays.

Mots clés : Modèle de croissance spatialisée, Politique de soutien à la R&D, critères de bien-être.

Classification JEL : F43, H50, R12.

Négociation salariale, différenciation verticale et libéralisation du commerce intra-industriel

Emmanuele Bacchiega

Cet article évalue les effets de la libéralisation des échanges entre deux industries qui ont différentes dotations de main-d'œuvre qualifiée. La main-d'œuvre qualifiée est nécessaire pour la production des variantes de qualité élevée d'un bien différencié verticalement. Les dotations main-d'œuvre qualifiée, par conséquent, minent le schéma de spécialisation des industries ainsi que la structure des marchés, tant pour le marché des biens finaux que pour le marché du travail. Nous analysons comment l'intégration économique ou bénéficie ou porte préjudice aux agents dans les industries en étudiant les liens entre les marchés du travail et des produits et montrons que des pertes bilatérales suivantes l'ouverture du commerce peuvent émerger à l'équilibre.

Mots clés : Différenciation verticale, Négociation salariale, Libéralisation des échanges.

Classification JEL : L13, J51, F16.

Dynamique des entreprises et ajustement de l'emploi : multinationales vs firmes domestiques

Pierre Blanchard, Emmanuel Dhyne, Catherine Fuss et Claude Mathieu

La crise économique et financière actuelle a causé de nombreuses pertes d'emploi, à la suite de différents mécanismes d'ajustement dans les entreprises domestiques et les multinationales. Ces mécanismes s'opèrent soit au travers de fermetures d'unités de production, soit de réductions d'effectifs par des entreprises qui continuent à opérer. Cet article évalue l'importance de ces deux processus en comparant les multinationales et les entreprises domestiques belges au cours de la période précédant la crise (1997-2008). L'analyse économétrique réalisée utilise des données individuelles d'entreprises. Nos résultats font apparaître que les multinationales ont tendance à quitter plus fréquemment le marché local que les entreprises domestiques présentant des caractéristiques comparables. Par ailleurs, les multinationales en activité sont confrontées à des coûts d'ajustement de l'emploi des travailleurs en col blanc qui sont environ deux fois moins élevés que ceux supportés par les entreprises domestiques. Nos résultats suggèrent donc que les multinationales sont plus flexibles tant sur le plan de la localisation que de l'ajustement de l'emploi. Toutefois, le processus d'ajustement a pu jouer dans l'autre sens. En effet, avant la crise, les multinationales étrangères ont créé en moyenne plus d'emplois que leurs concurrentes domestiques.

Mots clés : entreprises multinationales, coûts d'ajustements du travail, sorties de firmes.

Classification JEL : F23, J23.

Structure des coûts d'alimentation en eau potable : une analyse sur un panel d'unités de production ivoiriennes

Daouda Diakité et Alban Thomas

Dans cet article, nous analysons la structure des coûts d'alimentation en eau potable des villes de Côte d'Ivoire à partir d'un panel des centres de production. Considérant les services d'eau comme des monopoles multi-produits fournissant conjointement deux biens (volumes d'eau facturés et volumes d'eau perdus), nous estimons une fonction de coût translog multi-produits sur la base de la dualité entre fonctions de production et de coût. Les différentes mesures de rendements calculées révèlent que le service d'eau moyen ivoirien produit dans la zone des rendements constants. Cependant, en classant les services en petits, moyens et grands selon différents critères, il apparaît clairement que l'opérateur a un avantage économique à accroître sa production et les connections dans la plupart des petits et moyens services. Aussi, la présence d'économies de gamme révèle que la production conjointe des deux biens considérés dans certaines proportions est plus bénéfique que l'amélioration du rendement du réseau. Enfin, les évaluations des coûts estimés font apparaître un coût marginal supérieur en moyenne aux prix marginaux des premières tranches de la grille tarifaire.

Mots-clés : service d'eau potable, fonction de coût translog multi-produits, données de panel.

Classification JEL : C33, D24, Q25.